

Un accord de gouvernement qui divise la société civile: le patronat applaudit tandis, le monde associatif s'indigne

Moustique – Elise Hallet – 03/02/2025

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

https://www.moustique.be/actu/politique/2025/02/03/un-accord-de-gouvernement-qui-divise-la-societe-civile-le-patronat-applaudit-tandis-et-le-monde-associatif-sindigne-291569?utm_source=selligent&utm_medium=email&utm_campaign=20250203_MOUSTIQUE_WEEKLY&utm_content=&utm_term=40627&m_i=7YUjBSTeMSJ66g0D9ZaAJMxTKnl%2BQVxS6kI1BB2e6FeVE5DjTnkg12XliCwHgJJUW6GWpINKxXmfxZqlBIy9%2Bd9_ig4qpXoh7m&M_BT=64080216698195

La diversité ne semble pas être le point d'orgue du nouveau gouvernement, dirigé par un homme et composé de 15 ministres, dont 4 femmes et 11 hommes ...

Tour d'horizons des réactions de la société civile et face à ce note de gouvernement tant attendue, entre déception, colère et exaltation.

Parmi les mesures les plus radicales, la limitation des allocations de chômage à deux ans est fortement contestée. La Fédération des entreprises de Belgique y voit un incitant au retour à l'emploi qui boosterait la compétitivité des entreprises belges. Autre son de cloche du côté de plusieurs observateurs, qui dénoncent un risque d'explosion du nombre de bénéficiaires du CPAS, avec un coût estimé à 600 millions d'euros pour les communes.

Côté emploi, le maître mot est la flexibilité et, en échange, les salaires nets de tous les travailleurs augmenteront à l'horizon 2027. Comment ? En augmentant la part non imposable du salaire et en réduisant la contribution à la Sécurité sociale. Par ailleurs, la valeur des chèques-repas pourra augmenter de 4 euros en 5 ans. L'objectif ? Une différence d'au moins 500 euros mensuels entre les travailleurs et ceux qui pourraient travailler mais qui sont inactifs. À nouveau, les représentants des employeurs ont la banane.

Travailleurs et employeurs, des mélodies inconciliables

Bonne nouvelle pour les employeurs ? Sur le papier, en tout cas. Mais à y regarder de plus près, les syndicats CSC et FGTB y voient un glissement vers un modèle ultra-libéral, où l'employé est à la merci de ses employeurs et où les droits sociaux sont toujours plus troqués contre la qualité de vie. D'ailleurs, les commerces pourront ouvrir 7j/7, à l'instar des États-Unis, paradis du libéralisme. Désormais, un horaire de travail commençant à 20 heures ne sera plus considéré comme un shift de nuit : il faudra attendre minuit.

En filigrane, la peur de peiner à négocier des sursalaires la nuit ou les jours fériés. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, comme le durcissement des conditions d'accès à la pension. À nouveau, la FEB applaudit ces mesures, tout comme la baisse de l'impôt sur les sociétés de 25 % à 20 %, supposée stimuler la croissance. Un enthousiasme partagé par l'[Union des Classes Moyennes](#), mais qui ne convainc pas les économistes. Ceux-ci voient dans la taxation des cessions d'entreprises non cotées un échappatoire simple : recourir aux donations pour éviter l'impôt, un manque à gagner pour l'État...

Une fiscalité inégalitaire ?

"Une opportunité manquée pour une fiscalité plus juste", [tacle Oxfam](#), qui regrette la baisse des cotisations sociales et fiscales sur le travail, sans toucher aux grandes fortunes ni aux superprofits. L'ONG estime que cette réforme maintient un déséquilibre, où les revenus du capital restent moins taxés que ceux du travail.

Elle rappelle qu'une taxe sur les patrimoines de plus d'un million d'euros pourrait rapporter 20 milliards d'euros, de quoi financer les services publics sans creuser les déficits. Mais l'accord mise plutôt sur des réductions d'impôts sans nouvelles sources de revenus.

Accueil en demi-teinte auprès du secteur bancaire

Si Febelfin (*Fédération belge du secteur financier*) se félicite qu'un gouvernement ait été formé après sept mois de négociations, elle s'inquiète des nouvelles taxes bancaires. Elle souligne que les banques paient déjà une contribution plus élevée que chez nos voisins européens pour la garantie des dépôts, représentant jusqu'à 1,8 % de l'épargne couverte (c'est-à-dire l'épargne protégée par l'État).

Or, le gouvernement prévoit de pérenniser cette contribution dès 2026, en la transformant en une nouvelle taxe, augmentant encore la charge fiscale du secteur. Febelfin juge cette mesure disproportionnée et contraire aux engagements du gouvernement de ne pas alourdir la fiscalité des entreprises. Selon la fédération bancaire, cette taxe pourrait réduire la capacité des banques à financer l'économie belge et les investissements.

Après le Covid, priorité à la santé ?

Encore une fois, c'est régime pour ce secteur. Même si le gouvernement annonce en grande pompe une augmentation du budget des soins de santé, nombreux sont ceux qui ont regardé ces déclarations à la loupe.

La présence des Engagés au gouvernement suscitait bien des espoirs. En effet, une augmentation du budget des soins de santé a bien été annoncée. Mais, selon les acteurs de terrain, c'est en fait une diminution à laquelle ils devront faire face. En 2026 et 2027, la hausse sera limitée à +2 %, alors qu'elle était de +3,5 % ces dernières années. Résultat : hôpitaux et soignants risquent de manquer de moyens, d'autant que 113 millions d'euros d'économies, notamment sur les médicaments, sont prévus.

Mais tout n'est pas à jeter si l'on écoute l'[Absym](#) (*Association Belge des Syndicats Médicaux*), qui salue l'augmentation des numéros clausus en médecine et dentisterie, un véritable soulagement face à un secteur en pénurie.

Coup dur pour Unia et le secteur associatif

Plusieurs associations sont dans le viseur, notamment celles qui soutiennent les plus précaires. La baisse des financements risque de fragiliser l'aide sociale, alors que la demande ne cesse d'augmenter.

Le gouvernement prévoit de réduire de [25 % le budget d'Unia](#), l'organisme chargé de lutter contre les discriminations. Une décision dénoncée par les défenseurs des droits humains, qui redoutent un affaiblissement de la protection des minorités. Une mesure d'autant plus mal perçue que la diversité ne semble pas être le point fort du nouveau gouvernement, dirigé par un homme et composé de 15 ministres, dont 4 femmes et 11 hommes. Aucun des quatre vice-premiers ministres n'est une femme.

Tour de vis sur l'immigration

Le gouvernement veut réduire le nombre de places d'accueil pour les demandeurs d'asile, alors que la Belgique a déjà été condamnée plusieurs fois par la justice pour manquement à ses obligations. Malgré l'engorgement du système, l'exécutif mise sur une priorisation des femmes et des enfants, au détriment des hommes seuls.

En parallèle, les aides sociales ne seront accessibles qu'après cinq ans pour les nouveaux arrivants, une mesure dénoncée par Unia et le CIRÉ, qui y voient une discrimination contraire à l'État de droit. De plus, le gouvernement réinstalle le droit de visite, c'est-à-dire la perquisition du domicile d'un migrant en cas d'ordre de quitter le territoire refusé à plusieurs reprises.

L'enviroquoi ?

Un accord peu ambitieux, selon WWF et Greenpeace. Pourquoi ? Parmi les principaux griefs, le report de l'interdiction des voitures thermiques à 2035, le gel des taxes sur les carburants... Des choix qui, pour les ONG, freinent la transition énergétique. Autre point noir, la suppression des 14 milliards d'euros de subventions aux énergies fossiles est renvoyée à une simple évaluation, sans calendrier précis.

Côté biodiversité, le gouvernement évoque 20 % de zones marines restaurées, mais reste flou sur la mise en œuvre de la loi européenne sur la nature et la lutte contre la déforestation. *"Ce gouvernement est le dernier qui peut faire la différence d'ici 2030. Il manque cruellement d'ambition"*, estime Julie Vandenberghe, du WWF-Belgique. Les ONG appellent les ministres à revoir leur copie.